

Halte au génocide des Palestiniens !

Le 8 décembre, à Paris, dans le palais présidentiel, à l'issue d'une rencontre entre Macron et les dirigeants de la Conférence européenne des rabbins (CER), le grand rabbin de France, Haïm Korsia, prononce une prière et allume une bougie d'Hanoukka, une fête religieuse. À la rentrée, son ministre de l'éducation ne lançait-il pas une campagne contre le port de robes trop longues par les élèves ? Cela confirme que la laïcité de Macron, comme celle de Ciotti ou de Le Pen, ne sert que contre les musulmans.

Le 8 décembre, à New-York, les États-Unis ont bloqué une résolution du Conseil de sécurité qui demandait un cessez-le-feu humanitaire immédiat, la libération des otages et l'accès des vivres et fournitures dans la bande de Gaza. Ce vote signifie que l'impérialisme le plus puissant laisse à Israël carte blanche pour exterminer les Palestiniens, quels que soient les discours hypocrites de Biden, comme de Macron, sur la nécessité de « préserver la vie des civils ». D'ailleurs, les États-Unis et leurs comparses, dont la France, continuent à fournir les armes qui tuent les civils.

Le 10 décembre, le nouveau président d'Argentine, le réactionnaire Milei, a pris ses fonctions. Il affiche un soutien sans fard à Israël.

Du 10 au 12 décembre, 15 ambassadeurs du Conseil de sécurité de l'ONU sont allés au poste frontière de Rafah, entre la bande de Gaza et l'Égypte. Il y avait deux absents : ceux des États-Unis et de la France. Israël a refusé leur entrée dans la bande de Gaza. N'y transitent que 90 camions par jour, au lieu de 500 habituels. Selon la Croix-Rouge, il en faudrait 1 500 à cause du blocus et des destructions.

Le 12 décembre, en Égypte, le maréchal Al-Sissi s'est fait réélire président. Alors que la majorité de la population est solidaire des Palestiniens, il continue à bloquer, en collaboration avec Biden et Netanyahu, le poste frontière égyptien de Rafah, contribuant ainsi au massacre en cours.

Le 13 décembre, à Paris, la France a tenté de mettre sur pied une coopération internationale contre le Hamas.

Pendant ce temps, Netanyahu et ses ministres fascistes pratiquent le terrorisme à grande échelle. Ils poursuivent méthodiquement le plan de la fraction majoritaire de la bourgeoisie sioniste. L'objectif affiché d'éliminer le Hamas masque à peine la politique délibérée de tuer un grand nombre de Palestiniens à Gaza, de précipiter à terme les survivants dans l'exode en détruisant systématiquement toutes les infrastructures et les habitations. Au 14 décembre, le ministère de la santé de Gaza a dénombré 18 787 morts et 50 897 blessés. Désormais, les bulldozers rasant des zones dont visiblement Israël veut s'emparer. Pour cacher la vérité, l'armée israélienne interdit les journalistes et en a tué 63.

Le maintien, depuis plus de 3 mois de 2,4 millions de Gazaouis enfermés sur une étroite bande de terre, à la merci des bombardements, sans eau ni nourriture, ou si peu, sans soins pour les blessés, ou si peu, porte un nom : c'est un génocide.

En même temps, l'armée israélienne et les colons, main dans la main, assassinent et terrorisent les Palestiniens en Cisjordanie. 3 700 Palestiniens y ont été arrêtés et 279 ont été tués depuis le 7 octobre. Bien loin de constituer une dérive de quelques colons extrémistes, là aussi le gouvernement Netanyahu applique le programme pour lequel il a été mis en place. La poursuite de la colonisation en Cisjordanie et le nettoyage ethnique dans la bande de Gaza sont dans la logique du projet sioniste.

Quel que soit le gouvernement à sa tête, il n'y a qu'un État oppresseur (Israël). Quelle que soit la direction du mouvement national, il n'y a qu'un peuple opprimé (les Palestiniens).

Il faut dresser le front unique ouvrier en défense des Palestiniens. Les travailleuses et les travailleurs doivent exiger de leurs organisations de masse (partis et syndicats) qu'elles rompent avec Macron, avec l'État français complice depuis toujours de l'État colonial, qui fait passer tout antisémitisme pour de l'antisémitisme.

Dans toutes les organisations syndicales, il faut lever le drapeau de l'internationalisme prolétarien, en particulier en bloquant la fabrication des armes françaises pour Israël, leur acheminement. Il faut faire prendre position en défense des Palestiniens. Partout, organisons-nous pour que soit repris l'appel des syndicats palestiniens du 17 octobre.

- Cessez le feu immédiat ! Évacuation de Gaza par l'armée israélienne !
- Aucune arme française livrée à Israël ! Fin de toute poursuite contre les militants qui soutiennent le peuple palestinien ! Liberté de manifester ! Ouverture des frontières aux réfugiés palestiniens comme celle qui a eu lieu pour les réfugiés ukrainiens !
- Fermeture de toutes les colonies en Cisjordanie ! Libération de tous les prisonniers palestiniens en Israël et en France ! Départ de tous les navires de guerre français, britanniques et américains de l'est de la Méditerranée et du Golfe arabo-persique !
- Palestine unifiée, multiethnique, bilingue, démocratique et laïque !

14 décembre 2023

